

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Ce n'est pas seulement une
bataille pour les "régimes
spéciaux" de
retraite...
...c'est une
offensive de Sarkozy contre
l'ensemble du salariat**

Date de mise en ligne : mardi 11 décembre 2007

- Social - Retraites -

Démocratie & Socialisme

Il ne faut pas s'y tromper : c'est une véritable guerre contre le salariat que Sarkozy vient d'enclencher en s'attaquant aux régimes spéciaux de retraites. Une guerre car la bataille des régimes spéciaux ne s'arrêtera pas là. S'il gagne Sarkozy s'attaquera non seulement, dès 2008, aux retraites de tous les salariés mais à tous les acquis sociaux.

Une stratégie guerrière

Sarkozy lui-même le reconnaît : il fera d'abord donner « l'aviation », les médias, et ensuite seulement « l'infanterie », le vote de la loi. Avec son chef d'Etat-major, Fillon, c'est une véritable stratégie guerrière qu'ils développent contre les syndicats et le mouvement social. Rien n'y manque.

La tentative d'isoler l'adversaire en brouillant le clivage Droite/Gauche : ce n'est pas la Droite qui s'attaque aux acquis sociaux, mais un gouvernement qu'elle voudrait bien faire passer pour un gouvernement « d'union nationale ». C'est ce qui explique le débauchage de Kouchner, Besson et de leurs comparses.

Le choix du terrain : les régimes spéciaux que l' « aviation » des grands médias a pris soin de pilonner quotidiennement au nom de l' « équité ». Déminer le chemin de l'offensive en « cédant » aux revendications de tous ceux qui ne sont pas étudiants ou salariés. Il est vrai que leurs revendications ne devaient pas trop déplaire à Sarkozy : aucune entrave à l'installation des médecins libéraux, exonération totale (pendant six mois renouvelables) des cotisations sociales et patronales pour les marins-pêcheurs...

La division de l'adversaire : refuser une négociation globale de l'ensemble des retraites pour essayer de battre d'abord les salariés des régimes spéciaux et ensuite, seulement, affronter l'ensemble des autres salariés, du public comme du privé.

La provocation : multiplier le salaire de Sarkozy par 2,72 au moment d'imposer la baisse brutale des retraites des régimes spéciaux. La duplicité : attendre que les syndicats aient lancé leur mot d'ordre de grève reconductible pour faire des propositions de dernière minute et prendre l'opinion à témoin...

Les attaques latérales : l'UMP, l'UNI préparent des manifestations d' « usagers » contre les grévistes des services publics et contre les étudiants qui se battent contre la loi Péresse d' « autonomie » des universités...

Le pilonnage médiatique

Ils attaquent chaque jour les régimes spéciaux de retraite au nom de l' « équité » mais font silence sur l'essentiel.

Les retraites des régimes spéciaux ne représenteront que 1,62 % du montant global des retraites dans 20 ans. Une goutte d'eau dans l'océan. Affirmer que leur réforme permettrait de financer l'ensemble des retraites est une supercherie. Pourquoi n'en parlent-ils jamais ? Pourquoi les grands médias ne parlent-ils jamais non plus des « retraites chapeaux » des dirigeants d'entreprise, des fonds de pension des cadres supérieurs, des milliards de compensation versée chaque année par le régime général des salariés aux régimes des agriculteurs, des professions indépendantes, des curés ? Pourquoi ne parlent-ils jamais de l'âge de départ à la retraite des militaires ? Pourquoi cachent-ils que le taux moyen de liquidation des pensions des régimes spéciaux n'est pas le taux théorique

de 75 % mais le taux réel de 62 % ? Pourquoi ne peut-on jamais lire dans leurs colonnes que les cotisations retraite d'un cheminot s'élèvent à 36 % contre 26 % pour un salarié du privé et que cela peut parfaitement expliquer qu'il puisse partir à 55 ans ?

La 3ème réforme des retraites

Sarkozy veut enfoncer l'idée que les régimes de retraites sont des vases communicants et que ce qui est pris à un régime est donné à l'autre. L'expérience montre que c'est totalement faux : ce sont les profits qui raflent la mise.

En 1995, les fonctionnaires et les salariés dont la retraite relève d'un régime spécial (cheminots, gaziers, électriciens...) ont fait plier Juppé, aussi droit dans ses bottes que prétend l'être aujourd'hui Fillon. Le résultat a été bénéfique pour l'ensemble du salariat. Les fonctionnaires et les salariés des entreprises publiques ont conservé les 37,5 annuités de cotisation et pendant les huit années qui ont suivi, aucun gouvernement n'a osé s'attaquer aux retraites des salariés du privé.

En 2003, les salariés de la fonction publique ont perdu la bataille. Non seulement les salariés du privé n'en ont pas profité mais ils ont, eux aussi, été victimes de la contre-réforme Fillon et du passage à 41 années de cotisations en 2009. S'il gagne contre les salariés des entreprises publiques, c'est une 3ème réforme des retraites (après celle de 1993 et de 2003) que Sarkozy imposera à l'ensemble du salariat.

Il a déjà annoncé la fin des mesures qui avaient permis aux salariés ayant commencé à travailler à 15, 16 ou 17 ans de prendre leur retraite avant 60 ans.

Le Conseil d'Orientation des Retraites lui a donné le feu vert pour augmenter la durée de cotisation. Il fera donc passer le nombre d'annuités à 41 ou 42 pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Alors que la durée moyenne d'une carrière est inférieure à 37 ans dans le secteur privé, l'augmentation de la durée de cotisation ne peut signifier qu'une chose : la chute dramatique du montant des retraites.

Le Medef veut en finir avec la réforme à 60 ans et veut faire passer l'âge de la retraite à 61 ou 62 ans. Ce qui signifie que même avec 42 années de cotisation, vous n'aurez pas droit à la retraite lorsque vous atteindrez 60 ans. Et, pendant ce temps là, les profits des grandes sociétés augmentent de 15 % tous les ans, les investissements productifs stagnent au bénéfice des investissements spéculatifs.

Tous les salariés, tous les salariés en formations, tous les salariés à la retraite sont concernés. Beaucoup de salariés à la retraite ou proche de cette dernière estiment qu'ils n'ont rien à perdre en cas de nouvelle réforme. Ils ont, malheureusement, tort. Si dans cinq ou six ans, les jeunes salariés s'aperçoivent que la retraite qu'on leur prépare est une misère, ils n'accepteront plus de payer des cotisations pour ceux qui seront alors à la retraite. La Droite s'appuiera sur cette aspiration pour diminuer, brutalement, le montant des retraites de ceux qui sont déjà à la retraite.

Tous les acquis salariaux menacés :

Denis Kessler, l'idéologue libéral, ancien vice-président du Medef vend la mèche dans « Challenge ». Après avoir assuré que les réformes prévues par le gouvernement pouvait donner une impression de « patchwork », il fait remarquer la profonde unité du programme de Sarkozy : « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire

méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ».

C'est à ce programme (et aux mobilisations du salariat à la Libération) que nous devons la Sécurité sociale, les retraites par répartition, le statut de la fonction publique, les entreprises publiques, l'en cadrement par la loi et les conventions collectives du marché du travail, les comités d'entreprise, la représentativité syndicale... C'est tout cela que Sarkozy veut supprimer. C'est au programme du CNR qu'il s'attaque au moment même où il demande que la lettre d'un résistant communiste, Guy Môquet, soit lue dans les établissements scolaires.

Il a déjà largement commencé en s'attaquant à la Sécurité sociale et au droit de grève dans les transports : il est évident qu'il ira beaucoup plus loin s'il gagne le bras de fer qui s'engage. Son objectif est de faire au moins aussi bien que Margaret Thatcher qui avait vidé le droit de grève de son contenu (dans le public comme dans le privé) après sa victoire sur les mineurs au milieu des années 1980.

Construire une riposte de l'ensemble du salariat

Sarkozy s'attaque à tout le salariat, c'est donc une riposte d'ensemble de tout le salariat qui doit s'organiser. L'unité syndicale réalisée (CGT, SUD- Rail, UNSA, FO, CFTC, CGC, CFDT à la SNCF) et la liste des grèves et des manifestations prévues indiquent que cette riposte est en train de se construire.

Grève reconductible à la SNCF, à la RATP, EDF-GDF, à l'Opéra de Paris, à la Comédie française pour défendre les régimes spéciaux de retraite.

Grèves à l'appel de l'UNEF et d'Assemblées générales étudiantes contre la loi Péresse sur l'autonomie des universités.

Le 20 novembre, tous ces secteurs seront mobilisés et recevront le renfort des fonctionnaires (les huit syndicats de fonctionnaires appellent à la grève contre les réductions d'effectifs et pour les salaires). Les cinq fédérations de l'Education nationale (FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, CGT, SUD) dénonceront, également, les 11 200 suppressions de postes prévues en 2008. L'UNL et de la FIDL appellent les lycéens à participer à cette mobilisation. Les cinq fédérations (CGT, CFDT, SUD, FO et CFTC) appellent les salariés de La Poste et de France Télécom à la grève du 20 novembre, « pour l'emploi, le pouvoir d'achat, le service public, les conditions de travail et contre les restructurations ».

Le Syndicat de la Magistrature et trois syndicats de fonctionnaires de justice (USAJ, CGT, CFDT) appellent à une grève le 29 novembre, avec manifestation à Paris, contre la réforme de la carte judiciaire. L'Union syndicale des Magistrats appelle, de son côté, à une « mobilisation nationale ».

Le secteur privé commence lui-aussi à se mobiliser : les syndicats FO, CGT et CFTC du « Le Crédit Lyonnais » appellent les salariés à la grève le 22 novembre pour « une amélioration des conditions de travail et une augmentation de salaires ».

Le bras de fer a commencé, il n'a jamais été aussi déterminant, il faut y aller.

Jean-Jacques Chavigné